

Examen d'oral réussi pour le nouveau président burundais

PANA, 25 septembre 2020 Bujumbura, Burundi - C'est avec calme, assurance et simplicité que le président burundais, Evariste Ndayishimiye, a passé vendredi, le grand oral de la presse et du public depuis son investiture officielle, le 18 juin dernier, de l'avis des commentateurs. Le discours a été planté dans la ville de Gitega, nouvelle capitale politique du Burundi, dans le centre.

La Radiotélévision publique (RTNB) a mis le paquet pour retransmettre en direct les images de la cérémonie. La vedette du jour est présentée à la tribune en costume col Mao, le casque vissé sur la tête, notant attentivement différentes interventions en face, d'autres venant de loin, par voie téléphonique. Le principal animateur de l'émission d'abord passé la consigne d'être le plus courtois possible quand on s'adresse au chef de l'Etat. Dans son introduction, le général Ndayishimiye a passé en revue les questions d'actualité immédiate, notamment le déroulement de la rentrée scolaire 2020-2021. A ce sujet, les parents, les enseignants et les enfants ont été exhortés chacun en ce qui le concerne, à mettre du sérieux dans le capital humain que constitue l'éducation. En ce début de grande saison agricole, le président burundais en a encore profité pour galvaniser les paysans, en tant que garants de la sécurité alimentaire du pays. Les nouvelles autorités burundaises sont encore sous pression pour qu'elles ouvrent les portes aux milliers de réfugiés, chassés de leur pays par la crise électorale de 2015. Le chef de l'Etat burundais a renvoyé la balle dans le camp des réfugiés, ne voyant pas ce qui les empêche de regagner le bercail, ni sur le plan politique, ni sur le plan sécuritaire. Interrogé sur la situation des droits de l'homme qui fait couler beaucoup d'encre salive au Burundi, le Président Ndayishimiye est voulu plus nuancé. Pour lui, il n'y a pas de meilleur défenseur des droits humains que l'Etat lui-même et ceux qui prétendent le contraire veulent salir le pays. Les mêmes gens à « mal intentionnés » font la publicité de « simples bandits », coupables de pillages et de meurtres dans la population ces derniers temps, a-t-il accusé. Au sujet de la pandémie mondiale du Coronavirus, le général Ndayishimiye a loué le général de son peuple qui n'a pas paniqué et a su bien gérer la crise sanitaire « mieux que les autres », malgré des moyens limités. Un seul décès a été jusqu'ici enregistré au Burundi où la pandémie a été reconnue officiellement le dernier. Le show médiatique a encore été marqué par des questions diplomatiques de l'heure, notamment en ce qui concerne les tensions dans le voisinage immédiat du Burundi et celles avec les principaux partenaires techniques et financiers, notamment de l'Union européenne (UE). Dans le voisinage immédiat, le président burundais a fait faux bond dernièrement à ses pairs des Grands Lacs africains qui souhaitaient sa présence à un sommet sur la sécurité de la sous-région. Le sommet n'avait pas de cadre formel bien tracé, a-t-il expliqué son absence au rendez-vous de Goma, la ville de l'est de la République démocratique du Congo qui devait l'abriter. D'un autre côté, le président burundais a fait faux bond par le manque de temps en ces débuts chargés de son septennat. Une explication encore plus franche a été donnée au sujet des relations qui tardent à se normaliser avec le Rwanda. Le voisin du nord doit d'abord extraditer tous les auteurs présumés de la tentative de putsch militaire manquée en 2015 au Burundi, est-il montré ferme. Quant à l'Union européenne qui a décidé de geler sa coopération financière avec le Burundi pour cause de crise politique et des droits humains à l'ombre de la même crise, le Président Ndayishimiye est voulu ferme là aussi. « Ce sont les Européens qui ont pris les sanctions et c'est eux de les lever quand bon leur semblera », leur a-t-il renvoyé la balle. puis, les accords de Cotonou (Bénin) sur lesquels étaient basés les Européens pour sanctionner le Burundi ont été rappelés le Président Ndayishimiye. « Nous souhaitons être de la partie quand viendra le moment de négocier de nouveaux accords liant les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à la Communauté européenne » (ACP-CEE) a-t-il entrouvert la porte.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});